

## Un salon et une assemblée générale dynamiques pour les maires de l'Ain

**COLLECTIVITÉS** Le bloc communal a confirmé toute sa pertinence, bien décidé à ne pas s'en laisser conter dans le rapport de force persistant avec l'Etat

**F**inalement, les acteurs se renouvellent, mais le scénario reste (à peu près) le même. L'assemblée générale de l'Association des maires de l'Ain (AMF 01) qui s'est déroulée vendredi dernier à Aintexpo n'aura pas dérogé à la règle. Celle qui voit les élus du bloc communal multiplier les reproches à l'encontre des choix et décisions de l'État et du gouvernement. Ni fronde, ni jacquerie, juste un sentiment persistant de ne pas être compris, de ne pas être reconnu à sa juste valeur et de devoir subir « injonctions », « incohérences » ou encore « délires administratifs » venus d'en haut. Et pourtant, comme s'est plu à le redire Jean-Yves Flochon, président de l'AMF 01, « les maires sont tou-

jours les élus préférés des Français ! »

Pour cette édition 2021, la tribune s'était enrichie de la présence de David Lisnard, maire de Carnes, vice-président de l'AMF nationale et surtout candidat à la succession prochaine de son président François Baroin. Tout au long de la matinée, il a apporté au fil du débat sa pierre à l'édifice avec pertinence et humilité. Devant le parterre des grands jours composé des cinq députés dont les deux de la majorité, Olga Givernet et Stéphane Trompille prêts à mouiller le maillot pour expliquer la politique du gouvernement, des sénateurs Florence Biatrice et Patrick Chaize, du président du Département Jean Deguerry, le candidat n'a écarté aucun sujet. Il s'est montré incisif sur la justice et la sécurité : « L'État doit se recentrer sur ses missions régaliennes » a-t-il affirmé avant d'illustrer son propos : « La police municipale de Carnes multiplie les procès-verbaux pour toutes sortes d'incivilités, alors que la police nationale se montre discrète. Il faut que les produits reviennent à la commune, car c'est elle qui se charge des réparations. » La sécurité des élus n'a pas non plus été oubliée : « Les associations départementales peuvent se constituer partie civile. Je souhaite que l'AMF le fasse et assure une veille 24 heures sur 24. » Dans l'Ain, une convention a été signée entre l'AMF 01 et le procureur de la République. « Notre association fait l'interface entre les élus et la justice » a expliqué Jean-Yves Flochon, satisfait de voir les effectifs de gendarmerie stabilisés dans le département.

À tour de rôle, les parlementaires ont eu l'occasion de s'exprimer. Xavier Breton, député LR, sur le renforcement des amendes pour non-respect des pouvoirs du maire, une proposition qui fait l'unanimité sur les bancs de



Avec plus d'une centaine d'exposants, le 5<sup>e</sup> salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de l'Ain a été une réussite.



Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires, en visite sur le salon des maires. Photos: J.-M.P.

l'Assemblée nationale. Son collègue Damien Abad a souligné la forte poussée démographique dans l'Ain, un phénomène qui provoque des contraintes en matière de sécurité et de tranquillité publique. Il a ensuite demandé une meilleure réponse pénale, l'exécution de toutes les peines pour éviter le sentiment d'impunité. En conclusion des travaux et avant d'accueillir sur un salon des maires qui a fait mouche cette année encore, Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires, venue cultiver le trait d'union entre l'État et les collectivités territoriales, Jean-Yves Flochon a redit « le besoin de cohésion pour défendre les intérêts du bloc communal et donc de la population ». Il a

ensuite renouvelé son soutien à David Lisnard qui compte sur sa liste trois maires de l'Ain : Daniel Fabre (Ambérieu), Muriel Bénier (Thoiry) et Jean-François Debat (Bourg). Le mot de la fin est revenu comme il se doit à la représentante de l'État. « Cette assemblée générale est toujours un moment fort de la vie démocratique, a déclaré Catherine Sarfandie de La Robertie. Les maires sont ceux qui connaissent le mieux le territoire et sa population. Ils sont les tisseurs du lien social, ils agissent sur la sécurité, l'urbanisme, la solidarité... » a-t-elle souligné avant d'annoncer « un nouveau cadre de dialogue entre l'État et les collectivités ». J.-M.P.